

COMITÉ RÉGIONAL DE L'AFRIQUE

ORIGINAL : ANGLAIS

Soixante-neuvième session
Brazzaville, République du Congo, 19-23 août 2019

Point 15.9 de l'ordre du jour

QUESTIONS RÉGIONALES DÉCOULANT DES RAPPORTS DES AUDITS INTERNE ET EXTERNE DE L'OMS

Document d'information

SOMMAIRE

	Paragraphes
CONTEXTE	1-3
AUDITS EXTERNE ET INTERNE.....	4-6
INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉS CONCERNANT LA GESTION.....	7-8
GESTION DES RISQUES	9
APPUI AUX BUREAUX DE PAYS DE L'OMS	10
COOPÉRATION FINANCIÈRE DIRECTE.....	11-13

ANNEXES

	Page
ANNEXE 1A. Résumé des conclusions des rapports de vérification intérieure des comptes publiés entre 2011 et 2018.....	4
ANNEXE 1B. État de mise en œuvre des recommandations d'audit dans la Région africaine (au 31 mars 2019)	5-7
ANNEXE 2A. Nombre de rapports de coopération financière directe en suspens, par pays (au 31 mars 2019)	8
ANNEXE 2B. Liste des rapports de coopération financière directe en suspens (comparaison entre le 15 mars 2018 et le 31 mars 2019)	8-9
ANNEXE 3. Bureaux de pays les plus performants par taille et par situation d'urgence.....	10
ANNEXE 4. Répartition des risques notifiés par les bureaux de pays et les groupes organique du Bureau régional.....	10

CONTEXTE

1. Le présent document d'information est établi en application de la recommandation formulée par la cinquante-septième session du Comité régional, qui préconisait de tenir les États Membres régulièrement informés des progrès réalisés dans le renforcement de la conformité aux règles administratives et aux réglementations, politiques et procédures en vigueur. C'est dans cette logique que des informations actualisées sont fournies chaque année au Comité régional.

2. Le présent document d'information s'appuie sur un rapport de fond établi par le Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique à l'intention de la soixante-huitième session du Comité régional qui s'est tenue en août 2018. Le rapport fait le point sur les réalisations et les défis du Projet de renforcement de la responsabilisation et du contrôle interne (AICS), qui a été lancé en 2015 pour progresser vers l'atteinte des cibles énoncées dans le Programme de transformation. L'AICS a permis d'évoluer concrètement vers la promotion d'une culture de la responsabilisation et le renforcement du contrôle interne dans la Région africaine, en particulier dans les bureaux de pays. On peut citer à titre d'exemple l'amélioration des notes des rapports d'audit dans la Région africaine au cours des quatre dernières années, car aucun rapport de vérification insatisfaisant n'a été enregistré dans la Région depuis 2016.

3. Le présent document a pour objet d'informer les États Membres des résultats obtenus et des difficultés rencontrées dans les domaines de la responsabilisation, de la vérification des comptes et de la gestion des risques, depuis la dernière session du Comité régional en 2018. En outre, le rapport examine l'état de mise en œuvre des recommandations des vérificateurs internes et des Commissaires aux comptes et fournit des informations sur les rapports de coopération financière directe en suspens au 31 mars 2019.

AUDITS INTERNE ET EXTERNE

4. L'application diligente et efficace des recommandations d'audit reste une priorité pour l'équipe dirigeante du Bureau régional. Un rapport sur les progrès accomplis vers la mise en œuvre des recommandations d'audit est établi chaque trimestre à l'intention du Comité chargé de la conformité et de la gestion des risques (CRMC). Une approche plus intégrée a été adoptée pour combler les lacunes dans les contrôles de façon globale et trouver des solutions efficaces aux problèmes communs qui se posent dans la Région. Sur la base de cette approche, tous les rapports d'audit interne publiés au cours de la période couverte par le présent document d'information ont été jugés satisfaisants ou partiellement satisfaisants, et nécessitent soit quelques améliorations, soit des améliorations majeures. Ces résultats traduisent globalement une amélioration de l'environnement du contrôle interne dans la Région africaine par rapport à 2015 et aux années précédentes, comme indiqué à l'annexe 1A.

5. Lors de la période considérée (avril 2018-mars 2019), six rapports d'audit interne ont été publiés. Il s'agit de la vérification intégrée des activités des groupes organiques Santé familiale et reproductive (FRH), Administration générale et coordination (GMC), au Bureau régional, et des audits conduits dans les centres budgétaires suivants : Éthiopie, Libéria, Nigéria et Tchad. En outre, quatre rapports d'audit externe ont été publiés pour les bureaux de pays de l'OMS en Angola, au Kenya, à Madagascar et en République-Unie de Tanzanie. Au total, 306 nouvelles recommandations ont été publiées pendant cette période.

6. Six rapports d'audit interne et un rapport d'audit externe¹ ont été entièrement clos entre avril 2018 et mars 2019. Au 31 mars 2019, soixante-huit pour cent des recommandations d'audit avaient été appliquées à la satisfaction des vérificateurs des comptes, puis entièrement closes avec succès, alors que 32 % des recommandations d'audit restaient en suspens. Au total, 359 recommandations ont été entièrement closes au cours de la période couverte par le présent document d'information. L'annexe 1B présente l'état détaillé de la mise en œuvre des rapports d'audit conduits dans la Région.

INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉS CONCERNANT LA GESTION

7. Le Bureau régional continue de suivre régulièrement les résultats obtenus par les centres budgétaires par rapport aux 17 indicateurs de performance clés (KPI) concernant la gestion définis pour les fonctions d'appui telles que les finances, les acquisitions, la gestion des ressources humaines, la sécurité, les technologies de l'information, les voyages, et la gestion des actifs. L'analyse des résultats obtenus sur les KPI en 2018 montre des améliorations en matière financière et comptable, tout comme dans les domaines de la sécurité et des actifs fixes, même si les résultats sont mitigés dans les autres domaines.

8. Un rapport sur les performances enregistrées est adressé régulièrement au Comité chargé de la conformité et de la gestion des risques et partagé avec les centres budgétaires, notamment grâce aux tableaux de bord des KPI, le but étant de permettre aux centres budgétaires de s'inspirer des résultats antérieurs et de mettre en œuvre les actions recommandées s'il y a lieu. Un classement des centres budgétaires a été établi pour plus de transparence. On trouvera à l'annexe 3 les noms des trois bureaux de pays de l'OMS les plus performants en 2018.

GESTION DES RISQUES

9. Tous les centres budgétaires de la Région continuent de gérer leurs risques à l'aide d'un outil institutionnel de gestion des risques. Tous les centres budgétaires disposent de registres locaux dans lesquels sont consignés les risques, ainsi que les plans d'atténuation de ces risques. Lors de l'examen à mi-parcours de l'exécution du budget programme qui a eu lieu à la fin de 2018, les registres des risques locaux ont été actualisés : 171 nouveaux risques ont été recensés et 97 plans d'atténuation élaborés, comme indiqué à l'annexe 4.

APPUI AUX BUREAUX DE PAYS DE L'OMS

10. L'unité Conformité a coordonné les examens des programmes et de l'administration, de même que les missions de conformité effectuées dans neuf États Membres.² En outre, sept bureaux de pays ont bénéficié d'un appui avant, pendant et après les vérifications internes et externes des comptes et les examens réalisés menés par des donateurs.³

COOPÉRATION FINANCIÈRE DIRECTE

11. Ces dernières années, le contrôle de la présentation en temps voulu des rapports sur la coopération financière directe (DFC) a fait l'objet d'une attention accrue. Au cours de la période

¹ Audit interne des bureaux de pays suivants : Comores, Ghana, Kenya, Mali, République-Unie de Tanzanie et Sierra Leone ; et audit externe de la République centrafricaine.

² Burundi, Mauritanie, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sénégal, Togo, Zambie et Zimbabwe.

³ Éthiopie, Kenya, Madagascar, Mozambique, Namibie, Soudan du Sud et Tchad.

couverte par le présent document d'information, le nombre de rapports de DFC non établis a nettement diminué par rapport aux années précédentes. Au 31 mars 2019, seuls 44 rapports de coopération financière directe (se chiffrant au total à US \$ 8,5 millions) étaient en suspens, contre 369 rapports (d'une valeur totale de US \$21 millions) en mars 2018. L'annexe 2 présente un résumé du nombre de rapports de DFC non établis, par pays, et les montants respectifs non encore justifiés.

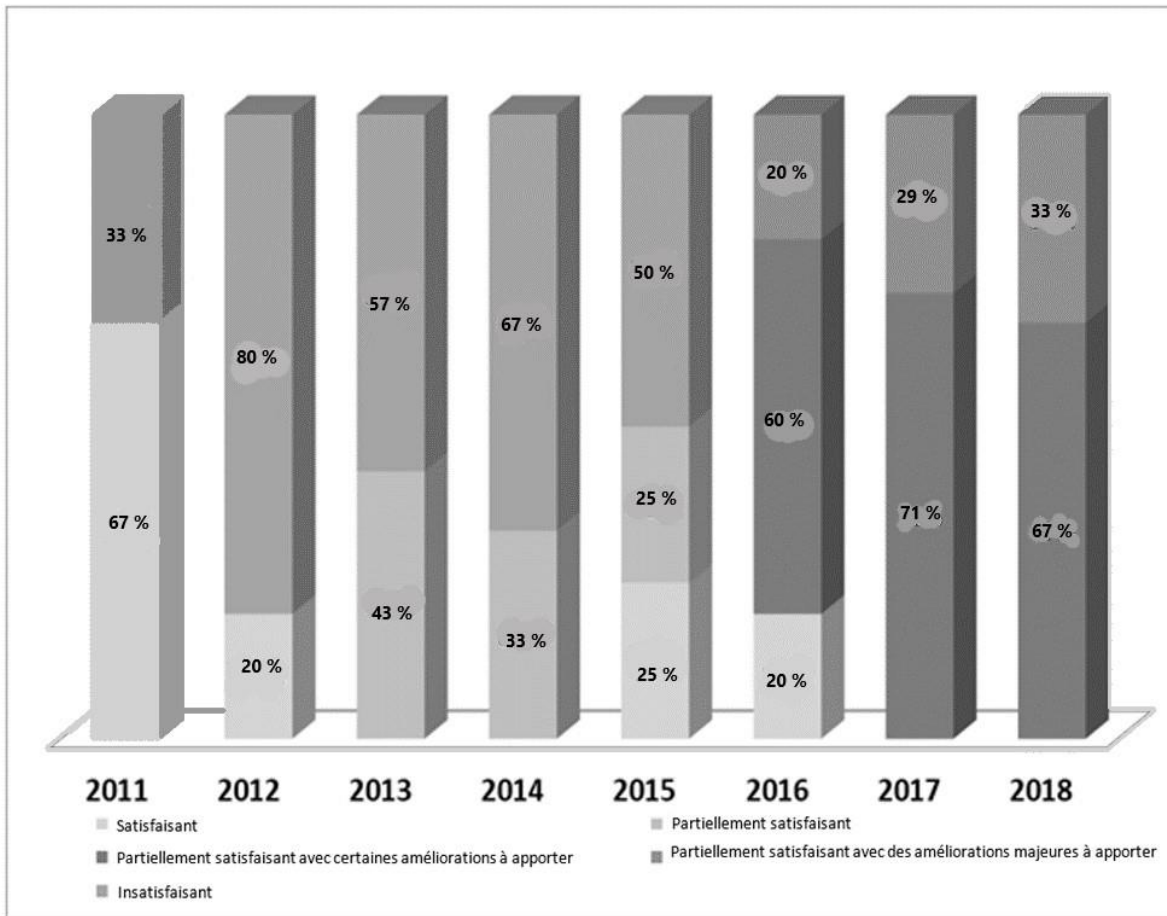
12. Le Cadre régional pour les activités de responsabilisation et d'assurance de la qualité continue d'être mis en œuvre afin de fournir des orientations sur la gestion des risques inhérents à la coopération financière directe. Le Cadre rend opérationnelles les dispositions pertinentes concernant les activités de responsabilisation et d'assurance de la qualité décrites dans la politique de l'OMS. L'équipe chargée de veiller à la qualité de la coopération financière directe continue de fournir des services d'assurance de la qualité pour la coopération financière directe, la mise en œuvre directe et les lettres d'accord de subvention dans toute la Région. Les membres de cette équipe ont visité 14 États Membres⁴ entre avril 2018 et mars 2019.

13. Les États Membres sont censés collaborer avec le Bureau régional et les bureaux de pays de l'OMS et faciliter la mise en œuvre effective du cadre de responsabilisation et d'assurance de la qualité de la DFC. Les États Membres sont invités à accélérer la soumission des rapports de DFC en suspens.

14. Le Comité régional a pris note du présent document d'information.

⁴ Bénin, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Libéria, Mali, Mauritanie, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Soudan du Sud et Sierra Leone.

ANNEXE 1A. Résumé des conclusions des rapports de vérification intérieure des comptes publiés entre 2011 et 2018



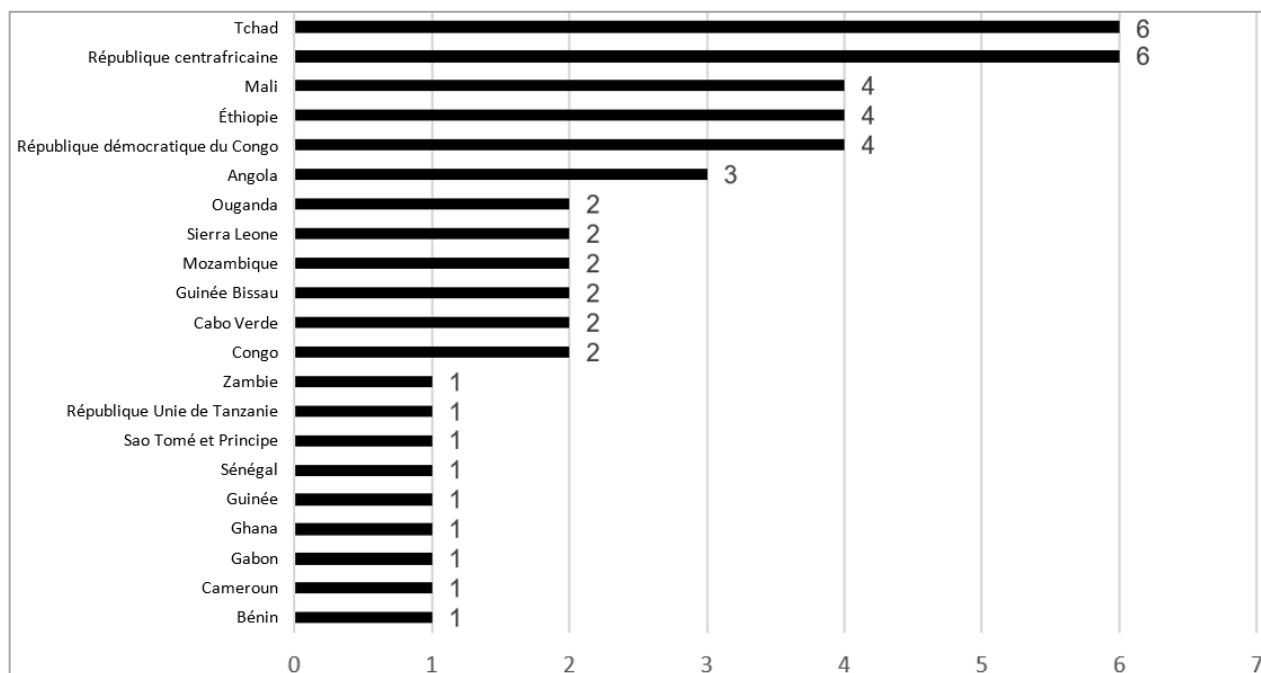
ANNEXE 1B. État de mise en œuvre des recommandations d'audit dans la Région africaine (au 31 mars 2019)

Numéro du rapport d'audit	Intitulé de l'audit	Nombre de recommandations	RECOMMANDATIONS ENTIÈREMENT CLOSES			RECOMMANDATIONS EN SUSPENS			Observations
			Nombre de recommandations « entièrement closes »		Nombre total de recommandations « entièrement closes »	Nombre de recommandations « ouvertes »	Nombre de recommandations « en cours d'application »	Nombre total de recommandations « en suspens »	
			Au 15 mars 2018	Du 16 mars 2018 au 31 mars 2019					
			(1)	(2)	(1) + (2)	(A)	(B)	(A) + (B)	
	Audit interne								
15/986	Bureau de pays de l'OMS au Kenya	31	30	1	31	0	0	0	Rapport d'audit entièrement clos le 9 avril 2018
15/1011	Bureau de pays de l'OMS au Soudan du Sud	40	27	9	36	0	4	4	Application des recommandations en cours
16/1021	Vérification intégrée des activités de l'OMS en République-Unie de Tanzanie	37	34	3	37	0	0	0	Rapport d'audit entièrement clos en juin 2018
16/1043	Vérification intégrée des activités du groupe organique Maladies transmissibles, au Bureau régional pour l'Afrique	82	23	52	75	0	7	7	Application des recommandations en cours
16/1049	Bureau de pays de l'OMS aux Comores	10	6	4	10	0	0	0	Rapport d'audit entièrement clos en janvier 2019
16/1059	Bureau de pays de l'OMS au Ghana	17	13	4	17	0	0	0	Rapport d'audit entièrement clos en mai 2018
17/1082	Bureau de pays de l'OMS au Niger	36	0	20	20	2	14	16	Application des recommandations en cours
17/1094	Bureau de pays de l'OMS au Congo	27	0	13	13	0	14	14	
17/1095	Bureau de pays de l'OMS en Guinée équatoriale	40	0	28	28	7	5	12	
17/1096	Bureau de pays de l'OMS au Mali	36	10	26	36	0	0	0	Rapport d'audit entièrement clos en juillet 2018

Numéro du rapport d'audit	Intitulé de l'audit	Nombre de recommandations	RECOMMANDATIONS ENTièrement CLOSES		RECOMMANDATIONS EN SUSPENS			Observations	
			Nombre de recommandations « entièrement closes »		Nombre total de recommandations « entièrement closes »	Nombre de recommandations « ouvertes »	Nombre de recommandations « en cours d'application »		Nombre total de recommandations « en suspens »
			Au 15 mars 2018	Du 16 mars 2018 au 31 mars 2019					
17/1097	Achat de biens et contrats pour certains services à AFRO	14	0	9	9	2	3	5	Application des recommandations en cours
17/1106	Bureau de pays de l'OMS au Cameroun	34	0	19	19	0	15	15	Application des recommandations en cours
17/1113	Bureau de pays de l'OMS en Sierra Leone	29	0	29	29	0	0	0	Rapport d'audit entièrement clos le 20 février 2019
18/1126	Bureau de pays de l'OMS en Éthiopie	62	0	30	30	7	25	32	Application des recommandations en cours
18/1127	Bureau de pays de l'OMS au Nigéria	32	0	15	15	1	16	17	
18/1129	Bureau de pays de l'OMS au Libéria	39	0	24	24	0	15	15	
18/1134	Bureau de pays de l'OMS au Tchad	45	0	16	16	0	29	29	
18/1137	Vérification intégrée des activités du groupe organique Santé familiale et reproductive, au Bureau régional de l'Afrique	28	0	11	11	12	5	17	
18/1155	Audit du Bureau régional de l'Afrique	28	0	0	0	28	0	28	Nouveau rapport d'audit établi en mars 2019
	Total des recommandations d'audit interne	667	143	313	456	59	152	211	
	Audit externe								
EA-17-AF-20	Bureau de pays de l'OMS en République centrafricaine	15	12	3	15	0	0	0	Rapport d'audit terminé le 3 octobre 2018
EA-18-AF-33	Bureau de pays de l'OMS en Angola	25	0	23	23	2	0	2	Application des recommandations en cours

Numéro du rapport d'audit	Intitulé de l'audit	Nombre de recommandations	RECOMMANDATIONS ENTièrement CLOSES		RECOMMANDATIONS EN SUSPENS			Observations	
			Nombre de recommandations « entièrement closes »		Nombre total de recommandations « entièrement closes »	Nombre de recommandations « ouvertes »	Nombre de recommandations « en cours d'application »		Nombre total de recommandations « en suspens »
			Au 15 mars 2018	Du 16 mars 2018 au 31 mars 2019					
EA-18-AF-34	Bureau de pays de l'OMS au Kenya	12	0	10	10	2	0	2	Application des recommandations en cours
EA-18-AF-38	Bureau de pays de l'OMS à Madagascar	22	0	0	0	14	8	22	Nouveau rapport d'audit établi en décembre 2018
EA-18-AF-40	Bureau de pays de l'OMS en République-Unie de Tanzanie	13	0	10	10	3	0	3	Nouveau rapport d'audit établi en décembre 2018
	<i>Total des recommandations d'audit externe</i>	87	12	46	58	21	8	29	
	TOTAL GÉNÉRAL	754	155	359	514	80	160	240	

ANNEXE 2A. Nombre de rapports de coopération financière directe en suspens, par pays (au 31 mars 2019)



ANNEXE 2B. Liste des rapports de coopération financière directe en suspens (comparaison entre le 15 mars 2018 et le 31 mars 2019)

Pays	Nombre de rapports de DFC en suspens au 15 mars 2018	Nombre de rapports de DFC en suspens au 31 mars 2019	Variation du nombre de rapports de DFC en suspens	Montant total des accords de DFC en suspens au 15 mars 2018, en dollars des États-Unis (US \$)	Montant des accords de DFC en suspens au 31 mars 2019, en US \$	Différentiel dans le montant des accords de DFC en suspens, en US \$
Angola	8	3	(5)	380 189	96 407	(283 782)
Bénin	4	1	(3)	49 000	7087	(41 913)
Botswana	0	0	Pas de DFC	-	-	Pas de DFC
Burkina Faso	9	0	Pas de DFC	126 459	-	Pas de DFC
Burundi	3	0	Pas de DFC	819 044	-	Pas de DFC
Cabo Verde	0	2	2	-	34 494	34 494
Cameroun	26	1	(25)	2 938 900	35 635	(2 750 110)
République centrafricaine	13	6	(7)	155 321	131 621	(23 700)
Tchad	8	6	(2)	306 649	1 005 121	698 472
Comores	14	0	Pas de DFC	59 851.	-	Pas de DFC
Congo	20	2	(18)	610 380	75 884	(534 496)
Côte d'Ivoire	1	0	Pas de DFC	2983	-	Pas de DFC
République démocratique du Congo	4	3	(1)	156 722	906 646	749 924
Guinée équatoriale	7	0	Pas de DFC	283 037	-	Pas de DFC
Érythrée	0	0	Pas de DFC	-	-	Pas de DFC
Eswatini	0	0	Pas de DFC	-	-	Pas de DFC
Éthiopie	20	3	(17)	4 573 875	5 676 198	1 102 323
Gabon	13	1	(12)	115 734	138 674	22 940
Ghana	2	1	(1)	55 036	94 061	39 025
Guinée	0	0	Pas de DFC	-	-	Pas de DFC

Pays	Nombre de rapports de DFC en suspens au 15 mars 2018	Nombre de rapports de DFC en suspens au 31 mars 2019	Variation du nombre de rapports de DFC en suspens	Montant total des accords de DFC en suspens au 15 mars 2018, en dollars des États-Unis (US \$)	Montant des accords de DFC en suspens au 31 mars 2019, en US \$	Différentiel dans le montant des accords de DFC en suspens, en US \$
Guinée-Bissau	38	2	(36)	640 651	8829	(631 822)
Kenya	6	0	Pas de DFC	1 660 215	-	Pas de DFC
Lesotho	0	0	Pas de DFC	-	-	Pas de DFC
Libéria	1	0	Pas de DFC	404 915	-	Pas de DFC
Madagascar	42	0	Pas de DFC	832 539	-	Pas de DFC
Malawi	2	0	Pas de DFC	51 814	-	Pas de DFC
Mali	11	4	(7)	454 211	98 581	(355 630)
Mauritanie	22	0	Pas de DFC	213 489	-	Pas de DFC
Maurice	1	0	Pas de DFC	11 419	-	Pas de DFC
Mozambique	15	2	(13)	541 369	14 664	(526 705)
Namibie	0	0	Pas de DFC	-	-	Pas de DFC
Niger	3	0	Pas de DFC	53 177	-	Pas de DFC
Rwanda	21	0	Pas de DFC	381 010	-	Pas de DFC
Sao Tomé-et-Principe	0	1	1	-	5000	5000
Sénégal	5	1	(4)	34 586	6296	(28 290)
Seychelles	0	0	Pas de DFC	-	-	Pas de DFC
Sierra Leone	11	2	(9)	345 979	128 812	(217 167)
Afrique du Sud	0	0	Pas de DFC	-	-	Pas de DFC
Soudan du Sud	1	0	Pas de DFC	469 613	-	Pas de DFC
République-Unie de Tanzanie	1	1	-	52 152	25 493	(26 659)
Gambie	0	0	Pas de DFC	-	-	Pas de DFC
Togo	9	0	Pas de DFC	1 295 610	-	Pas de DFC
Ouganda	27	2	(25)	3 108 426	34 621	(3 073 805)
Zambie	1	0	Pas de DFC	6612	-	Pas de DFC
Zimbabwe	0	0	Pas de DFC	-	-	Pas de DFC
TOTAL	369	44	(182)	21 037 812	8 524 123	(5 841 902)

ANNEXE 3. Bureaux de pays les plus performants par taille et par situation d'urgence

PETITS BUREAUX DE PAYS	BUREAUX DE PAYS DE TAILLE MOYENNE	GRANDS BUREAUX DE PAYS	BUREAUX DE PAYS EN SITUATION D'URGENCE
1. Eswatini	1. Namibie	1. Ghana	1. Sao Tomé-et-Principe
2. Maurice	2. Lesotho et Sénégal	2. Côte d'Ivoire	2. Cameroun
3. Seychelles	3. Bénin	3. République- Unie de Tanzanie	3. Niger

ANNEXE 4. Répartition des risques notifiés par les bureaux de pays et les groupes organiques du Bureau régional

DOMAINE	BUREAU RÉGIONAL	BUREAUX DE PAYS	TOTAL DES RISQUES IDENTIFIÉS – RAPPORT À MI-PARCOURS	NOMBRE DE MESURES D'ATTÉNUATION ET D'INTERVENTIONS PROPOSÉES
Finances	10	25	35	20
Politique ou gouvernance	7	51	58	28
Risque d'atteinte à la réputation	0	2	2	2
Personnel, systèmes et structures	16	23	39	25
Stratégie	6	5	11	7
Technique ou santé publique	8	18	26	15
Nombre total de problèmes ou de risques mis en évidence au cours de l'examen à mi-parcours	47	124	171	97